

## Arrêté du Maire

### Objet : Branchements d'adduction d'eau potable et d'eaux usées – avenue de Losa

Le Maire de la commune de Sanguinet

Vu la loi 82-213 du 02/03/1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;  
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;  
Vu le code général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le code de la voirie routière ;  
Vu le code de la route ;  
Vu le règlement de la voirie communautaire ;  
Vu la demande de l'entreprise SAUR SUD-OUEST PYGA en date du 23 février 2024 ;  
Vu la permission de voirie n°2024-85 délivrée le 21 février 2024 par la Communauté de communes des Grands Lacs ;

Considérant que pour permettre des travaux de branchement d'adduction d'eau potable et d'eaux usées par tranchées sous accotement, fonçage sous voirie, et tranchée transversale sous voirie, avenue de Losa, et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SAUR SUD-OUEST PYGA chargée de leur réalisation, et des usagers des voies, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes ;  
Considérant que cette voie communautaire est située en agglomération, en zone 30 ;

### ARRÊTE :

**Article 1 :** Les véhicules et matériels de l'entreprise SAUR SUD-OUEST PYGA stationneront sur la piste cyclable et voie partagée, et sur le domaine ouvert à la circulation publique, avenue de Losa, voie en sens unique, en face du n° 1567.

**Article 2 :** La circulation de tous les véhicules s'effectuera au droit de la zone de travaux et selon l'avancement du chantier suivant les restrictions suivantes :

- ♦ Léger empiètement sur chaussée
- ♦ Limitation de vitesse à 30 km/h
- ♦ Défense de s'arrêter
- ♦ Défense de stationner

Les cyclistes devront mettre pied à terre au droit de la zone de travaux ou circuler sur la voie publique, les piétons devront emprunter l'accotement opposé.

**Article 3 :** Les travaux seront réalisés dans la période du 04/03/2024 au 20/03/2024.

**Article 4 :** Dispositions spéciales

L'entreprise chargée de l'exécution des travaux aura à sa charge la fourniture, la mise en place, l'entretien et le repliement de la signalisation et de la protection des zones de travaux situées sur domaine public.

Le repliement de la signalisation devra être réalisé lorsque le domaine public sera rendu libre à la circulation avec la réfection de la chaussée et de l'accotement réalisée, et que celle-ci ne présentera plus de danger pour les usagers.

Tout équipement urbain détérioré lors des travaux sera remplacé identique à l'existant. Cette prestation sera à la charge financière du bénéficiaire.

La signalisation spécifique à mettre en place sera conforme à la réglementation et notamment au schéma CF n°12 du manuel du chef de chantier « signalisation temporaire », édité par le SETRA.

**Article 5 :** La signalisation de chantier sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle des services techniques de la Communauté de communes des Grands Lacs et des services techniques de Sanguinet, par l'entreprise des travaux.

**Article 6 :** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

**Article 7 :** Ampliation du présent arrêté sera transmis, pour chacun en ce qui le concerne à :  
Monsieur le directeur des services techniques de la Communauté de communes des Grands Lacs

Monsieur le directeur des services techniques municipaux

Monsieur le commandant de la gendarmerie de Biscarrosse

Monsieur le responsable de la police municipale

Madame la responsable de l'urbanisme et de l'aménagement

SAUR SUD-OUEST PYGA 1004 rue de la vallée d'Ossau 64121 Serres Castets

Fait à Sanguinet, le 23 février 2024

Pour le Maire,  
Le conseiller délégué,

Christian Viudès



Arrêté rendu exécutoire après télétransmission n°

le :

Et publication ou notification le : **26 FEV. 2024**

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte.

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat, soit par courrier déposé au tribunal ou transmis par voie postale, soit par saisine sur la plateforme [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*